

INTÉGRATION DES CHAÎNES DE VALEURS MONDIALES : QUELLES PERSPECTIVES POUR L'ALGÉRIE ?

Karim MAHOUI*
Mohammed Yassine FERFERA **

Received : 17/06/2015 / Accepted : 13/12/2017 / Published online : 14/03/2018

RESUME

Cette contribution a pour objet d'explorer le potentiel d'intégration de l'économie algérienne dans les chaînes de valeur mondiales (CVM). Elle se focalisera sur l'identification des éléments caractéristiques de ce potentiel. L'étude révèle un retard d'intégration aux CVM par rapport à des pays voisins, lequel retard est dû notamment à la structure du tissu productif faible et mal structuré par rapport aux exigences organisationnelles d'intégration, notamment en termes de coordination intersectorielle d'une part, et aux faibles taux d'utilisation des capacités dans la majorité des secteurs. Néanmoins, le pays dispose d'un potentiel de ressources lui permettant de se frôler une place diversification de ses exportations pour peu que les ingrédients d'une bonne gouvernance de ces CVM soient présents, notamment en termes de coordination entre les entreprises et leurs différents partenaires.

MOTS CLÉS : Chaînes de valeurs mondiales – Algérie – Commerce international – Coordination intersectorielle – Potentiel d'exportation – Compétitivité internationale

JEL CLASSIFICATION: F14, F21, F43

* Maître de conférences B, Université A. Mira, Bejaïa.

** Professeur en sciences économiques.

INTEGRATION OF GLOBAL VALUES CHAINS: WHAT PERSPECTIVES FOR ALGERIA

ABSTRACT

This contribution aims to explore the integration potential of the Algerian economy into global value chains (GVCs). It will focus on identifying the characteristic elements of this potential. The study reveals a delay in integration with GVCs compared to neighboring countries, which is due in particular to the structure of the productive fabric that is weak and poorly structured in relation to the organizational integration requirements, particularly in terms of intersectoral coordination. on the one hand, and low capacity utilization rates in the majority of sectors. Nevertheless, the country has a potential of resources allowing it to be near a place of diversification of its exports as long as the ingredients of a good governance of these CVM are present, notably in terms of coordination between the companies and their various partners .

Key Words : Global Value Chains - Algeria - International Trade - Intersectoral Coordination - Export Potential - International Competitiveness

JEL CLASSIFICATION : F14, F21, F43

إدراج سلسلة القيم العالمية: أي أفق للجزائر

ملخص

تهدف هذه المساهمة إلى استكشاف إمكانات التكامل الاقتصادي الجزائري في سلاسل القيمة العالمية. وسوف يركز على تحديد العناصر المميزة لهذه الإمكانيات. وتكشف الدراسة عن وجود فجوة في التكامل مع سلاسل القيمة العالمية مقارنة بالبلدان المجاورة، وهي ضعيفة بشكل خاص في هيكلة نسيجها الصناعي. من جهة، ومعدلات استغلال القدرات المنخفضة في معظم القطاعات. ومع ذلك، فإن البلد لديه القدرة على توفير الموارد، التي لها أهمية كبيرة لتنوع صادراتها بشرط وضع مبادئ حكم راشد لهذه السلاسل، ولا سيما فيما يتعلق بالتنسيق بين الشركات وشركائها.

كلمات مفتاحية: سلاسل القيمة العالمية - الجزائر - التجارة الدولية - التنسيق بين القطاعات - إمكانات التصدير - القدرة التنافسية الدولية.

تصنيف جال: F14, F21, F43

1- INTRODUCTION

Nous constatons ces vingt dernières années une accélération sans précédent dans la réorganisation de l'activité économique à l'échelle mondiale. Les débuts de ce millénaire affichent une nouvelle ère avec des traits de complexité, de densité, de dynamique, mais surtout d'instabilité. La perception de cette mondialisation change aussi. Considéré jusque-là comme un moyen de domination des pays développés (occidentaux) sur le reste du monde (théorie de la dégradation des termes de l'échange de Raúl Prebisch (1950), puis Hans Singer (1950), ou encore la thèse de centre-périmétrie de Raúl Prebisch (1950), théorie de l'échange inégal de Samir Amin (1973), le phénomène, dont la maîtrise est nécessaire pour les pays faibles¹, peut finalement constituer une opportunité. Ils sont de plus en plus nombreux à se forger une place dans la nouvelle géographie du commerce international, comme le démontrent les pays dits émergents (Chine, Inde, Brésil, Corée du sud, Afrique du sud, etc. (ICT, 2014)² ; BAfD, OCDE et PNUD, 2014).

Le concept de chaînes de valeur mondiales (CVM)³, nouveau paradigme du commerce international (Baldwin, 2011), constitue l'outil permettant d'appréhender ces changements et d'évaluer leur dimension. Le concept, de par son caractère opérationnel, est soutenu par les institutions internationales (OMC, OCDE...) et scientifiques (GTAP⁴) pour l'élaboration de nouvelles mesures des échanges commerciaux basées sur les valeurs ajoutées. D'ailleurs, un consensus s'est déjà dessiné pour la remise en cause des mesures basées sur les

¹ CNES Algérie, *Étude sur la maîtrise de la globalisation : une nécessité pour les plus faibles*, Rapport de la 17^e session plénière.

² Centre du Commerce International (ITC) 2014, 50 ans à libérer la compétitivité des entreprises : quelles leçons en tirer pour l'avenir ?

³ Concept qui apparaît d'ailleurs sous d'autres appellations : chaînes d'approvisionnement mondial; réseaux de production internationaux. Nous retrouvons également le concept de Division internationale des processus productifs DIPP avancé par B. Bernard Lassudrie-Duchêne en 1980 (cité par Moati et Mouhoud, 2005). Les différences entre ces appellations existent, mais elles ne font pas l'objet de ce papier.

⁴ Université de PERDUE (USA).

données brutes fournies par les tableaux entrées-sorties nationaux (TES).

En plus, ce nouveau paradigme, tout en conservant les fondements théoriques classiques basés sur le libre-échange, en termes d'avantages comparatifs ainsi que leurs corrélats (modèle Heckscher-Ohlin (H-O) sur les dotations en facteurs, retient également les apports de la nouvelle théorie du commerce élaborée par Paul Krugman dans les années 1980, notamment sur la construction d'avantages compétitifs sur la base des spécificités industrielles individuelles (Aaron Sydor 2011). Il semble aussi que le concept ait pu mobiliser un nombre important de partisans comme l'atteste les nombreuses publications sur ce thème.

En Algérie, la baisse drastique, de presque la moitié, des revenus des hydrocarbures suite à la chute brutale des prix du pétrole en 2014, a constitué un véritable « électrochoc » pour les décideurs qui ont jusque-là adopté une politique « de l'autruche ». Politique qui a ignoré les multiples mises en garde intellectuelles et professionnelles sur les retombées néfastes d'une économie marquée à la fois par l'absence de vision stratégique et intégrée dans les différents secteurs, le manque de rationalisation des dépenses publiques...et bien sûr la dépendance structurelle de l'économie nationale à la rente pétrolière depuis l'indépendance à ce jour. Situation qui éloigne l'Algérie des différents champs de compétitivité internationale comme le prouvent plusieurs rapports internationaux en la matière (Rapports *Doing business* des dernières années ; ITC, 2014, etc.)

Cette situation appelle un changement important dans les pensées et les pratiques organisationnelles qui gouvernent les comportements des différents acteurs et qui verrouillent l'activité économique, pour aller vers une culture organisationnelle où les mots d'ordre seraient : organisation, coordination, transversalité, qualité totale, réactivité, flexibilité, attractivité, innovation ...

C'est dans cette perspective de changement que nous souhaitons proposer une voie de sortie de la crise, à travers l'intégration⁵ des chaînes de valeurs mondiales tout en mesurant le risque de ce choix.

⁵ Le terme intégration sera utilisé ici au sens d'insertion et de participation.

Autrement dit, l'objet de cet article est de discuter dans quelle mesure les CVM peuvent constituer, pour l'Algérie, un levier de diversification, de sortie de la dépendance des hydrocarbures, en permettant en même temps une intégration « favorable » à la nouvelle division internationale du travail ?

Après une présentation du phénomène et du concept de chaînes de valeur mondiale dans une première section, nous examinerons les opportunités et les risques liés à leur intégration par l'économie algérienne, en tenant compte de ses potentialités (facteurs clés de succès) et de ses faiblesses, dans une seconde section. Une démarche comparative est empruntée dans cette section à travers un *benchmarking* régional avec des pays africains. Enfin, la grille proposée se termine par une troisième section où nous évoquerons brièvement les risques liés à l'intégration et comment assurer un maintien dans les CVM.

2- LE PHENOMENE ET LE CONCEPT DE CHAINES DE VALEUR MONDIALES "CVM"

2.1- Définitions des CVM

Le terme, proposé initialement à l'échelle de l'entreprise par M. Porter, est née d'une vision intégrée et processuelle des activités entrant dans le processus de production, en distinguant les activités principales des activités de soutien. Cet outil d'analyse/coût a été proposé afin d'identifier les activités pouvant générer un avantage concurrentiel, mais surtout pour montrer l'enjeu de la coordination entre activités dans la construction de cet avantage.

Repris à un niveau international, la chaîne de valeur représente « l'ensemble des activités menées par les entreprises pour amener un produit ou un service de sa conception à son utilisation finale par le consommateur final. À chaque étape de la chaîne, de la valeur est ajoutée sous une forme ou une autre. Sous l'effet de la délocalisation et de l'interconnectivité croissante, les activités qui forment les chaînes de valeur de nombreux produits et services sont de plus en plus fragmentées sur le globe et entre les entreprises. Diverses tâches tout au long de la chaîne de production peuvent être réalisées dans des

endroits distants, en fonction des avantages comparatifs respectifs des différents pays. » (BAfD, OCDE et PNUD, 2014)

D'après Gereffi et Fernandez-Stark (2011, cités par C. Vadcar, p. 1), le processus de production interconnecté que traversent les biens et les services depuis la conception et le design jusqu'à la fabrication, au marketing et à la commercialisation est souvent appelé chaîne de valeur mondiale ou réseau de production international⁶.

2.2- Indices de croissance du phénomène des CVM

Plusieurs indices témoignent de la croissance du phénomène des CVM. Quantitativement, les statistiques de l'OMC, de la Banque mondiale, de l'OCDE et d'autres organismes annoncent des augmentations des chiffres relatifs au ratio Commerce/PIB mondial. De même, le développement des flux d'IDE qui enregistrent une progression de 35% en 2015 selon le rapport du CNUCED. L'objet des échanges commerciaux a aussi changé depuis les années 70 à la faveur des produits manufacturés, passant de 65% à 70% (Données Banque Mondiale, cité par ITC, 2014). Il est de même pour les produits agricoles transformés.

Autre élément révélateur de cette croissance des CVM est celui lié à l'acteur principal de cette dynamique, à savoir les firmes multinationales FMN. Celles-ci ont vu leur nombre se multiplier par dix pendant les trente dernières années (d'environ 7000 aux années 70 à 70000 en 2013, Rapport CNUCED). Ces FMN, en déployant des stratégies de plus en plus tournées vers l'internationalisation et surtout le développement des opérations d'impartition, ont joué elles aussi un rôle dans le développement des CVM. Aussi, le contexte de compétitivité et de développement des TIC et des infrastructures logistiques, en contribuant à la réduction des coûts liés aux échanges interentreprises, à des échelles géographiques disparates, a incité les entreprises à se recentrer autour de leurs métiers de base. Ce qui a, par conséquent, favorisé le développement des échanges de biens intermédiaires sur des espaces géographiques lointains.

⁶ Notons qu'il y a une différence entre ces termes. Voir Guide pour la mesure de la production mondiale : Présentation générale, élaboré par le Conseil économique et social des Nations Unies, en 2014 (document ECE/CES/2014/6)

Qualitativement, le phénomène vient suite à la fragmentation et l'éclatement géographique des processus de production, les délocalisations des entreprises, notamment les services de R & D, la croissance des services (CNUCED, 2015)⁷, la multiplication des relations interentreprises et différentes formes de réseaux... lesquels faits annoncent désormais une nouvelle division internationale du travail (Aaron Sydor 2011). L'expression « made in partout ! » (Selon une économiste de l'OCDE) vient remplacer le « made in X ». Le cas emblématique de l'iPhone, qui traverse au moins treize pays avant d'être commercialisé, illustre cette nouvelle forme de la mondialisation économique⁸.

Cependant, la diffusion géographique du phénomène est nettement variable : une très forte concentration au sein des blocs régionaux de l'Asie de l'Est, de l'Europe et de l'Amérique du Nord (Baldwin, 2012). Environ 85 % des échanges en valeur ajoutée au sein des CVM ont lieu à l'intérieur et autour de ces trois plateformes. Ce qui s'accorde avec une représentation en termes de centre-périmétrie. En plus du retard accusé par les pays en développement, surtout africains (BAD, 2014), par rapport aux pays avancés, les pratiques et les expériences d'intégration au sein même des pays émergents sont multiples et différentes (la Chine et la Corée en Asie, l'Afrique du sud en Afrique et le Brésil en Amérique latine).

2.3- Enjeux et retombées de la participation aux CVM pour l'économie algérienne

Les pouvoirs publics en Algérie ont quasiment ignoré la question des chaînes de valeurs mondiales. Nous avons qualifié leur politique d'autruche, car le déterminisme politique a imposé une logique administrative dans la gestion de l'activité économique à travers les

⁷ Rapport du CNUCED sur le développement économique en Afrique : libérer le potentiel du commerce des services en Afrique pour le développement et la croissance, Nov. 2015.

⁸ Nous tenons à préciser le caractère complexe de la mondialisation laquelle ne peut être réduite à sa dimension économique. Nous savons que les différentes dimensions sont inter reliées et les dimensions politiques et géostratégiques ont leur poids dans le dessin des nouvelles reconfigurations.

différents programmes de développement. Cette logique de redistribution sectorielle et verticale a été à l'origine du cloisonnement entre les différents secteurs et acteurs concernés par la mise en œuvre de ces programmes. L'absence d'une politique intégrée se manifeste par l'incapacité des investissements colossaux engagés à générer des métiers et des activités (en termes d'effets d'entraînement), dans les différents secteurs, en commençant par le secteur « favorisé » par les pouvoirs publics, celui des hydrocarbures. Un demi-siècle après, le pays continu à importer des carburants (essence, kérèsène et autres produits à base du pétrole ou des hydrocarbures en général !). Les faibles taux d'utilisation des capacités enregistrés dans les différents secteurs (ONS, 2012) attestent d'un état d'inertie de tout le secteur productif.

De ce constat, il n'est pas exagéré de considérer la participation de l'Algérie dans les CVM comme un levier stratégique dans la perspective de transitions économique et énergétique et d'ouverture du pays. En effet, les pouvoirs publics sont amenés à adopter une approche méso-économique, en termes de filières, basée sur la coordination intersectorielle et la complémentarité des activités et des ressources, et ce en utilisant tous les leviers à même de recréer les relations interentreprises. Ce rôle d'interface doit être l'objectif autour duquel doivent se focaliser les différentes institutions à caractère économique (directions et chambres de commerce, agences d'emploi, d'investissement...). C'est un rôle beaucoup plus qualitatif qui permettra de créer un environnement de confiance et de réduire l'incertitude et les coûts liés aux échanges entre partenaires.

Les enjeux économiques liés aux CVM sont nombreux, car leurs implications et les opportunités économiques qu'elles offrent se situent à plusieurs niveaux : les avantages concurrentiels sont à construire à travers le développement des services liés à la production (logistique), à la mise en valeur de la R-D (au niveau de l'entreprise et au niveau macroéconomique), à la reconfiguration et à l'optimisation des processus de production (réingénierie), etc. Les implications, au niveau macroéconomique, portent sur l'identification pour le pays des facteurs de son attractivité, mais aussi de son « panier de produits » à exporter.

Ce sont ces enjeux que les pays émergents ont pu saisir. Ayant su comment tirer profit de leur intégration dans les CVM, par la capture d'activités et le développement des exportations, leurs expériences peuvent inciter les autres pays 'retardataires', en l'occurrence africains, à s'en inspirer. En s'orientent actuellement vers l'Afrique, l'enjeu des CVM pour ces pays et de passer d'une intégration amont (exportateurs de matières premières) à une intégration à plus forte valeur ajoutée (une remontée en amont et le renforcement du pouvoir de négociation vis-à-vis des firmes internationales) (Rapport BAD, OCDE et PNUD, 2014), surtout dans cette conjoncture de délocalisation/attractivité favorable à ces pays, suite à la crise financière de 2007-2008. Au final, trois défis majeurs guettent l'Afrique pour assurer son industrialisation en tirant le meilleur parti des CVM sans se laisser enfermer dans les activités à faible valeur ajoutée : le défi de compétitivité, le défi de l'emploi et le défi de changement structurel, selon le rapport.

2.4- Objectifs par rapport à l'état d'avancement des connaissances

2.4.1. Ce que l'on sait

La thématique portant sur les CVM a fait l'objet d'un foisonnement d'études et de publication. Une volonté des institutions internationales de « vulgariser » ce phénomène, se dégage à travers les nombreux rapports publiés sur le sujet. Cette volonté s'inscrit dans la perspective souhaitée par ces institutions de la libéralisation des échanges et l'ouverture économique des pays.

En effet, une convergence d'intérêt autour de ce sujet se dégage à travers les multiples rapports publiés en collaboration entre ces instances. Toutes ces études insistent sur les opportunités d'intégration des CVM et de leurs implications en matière de commerce extérieur et de développement (CNUCED, 2013 ; OCDE, OMC et BM, 2014, OCDE, OMC et CNUCED, 2013 ; OCDE, 2013), notamment pour les pays africains (BAD, OCDE et PNUD, 2014). D'autres ensembles d'études, au niveau de chaque pays, sont également effectués. C'est le cas, par exemple, de contributions faites par les services du Gouvernement du Canada, autour des impacts et

des implications des chaînes de valeurs, et dans lesquelles nous retrouvons d'importantes synthèses sur le sujet⁹.

S'agissant de l'Algérie, les contributions sur le sujet, à notre connaissance, sont presque inexistantes. Les instances publiques se sont intéressées, de manière indirecte, à travers des études sectorielles des ministères concernés ou conjointement avec la commission européenne. L'Euro Développement Pme (EDPme) a produit une douzaine d'études sectorielles très appréciables, mais qui remontent à 2007. Or, depuis le contexte a changé. Nous nous posons la question s'il y a eu vraiment exploitation et prise en compte effective de leurs résultats. Pourtant ces études sont très utiles et ce à plus d'un titre. Conçues d'une manière méthodologique (s'inspirant du modèle SWOT), ces fiches donnent des indications sur le sous-secteur, en termes de marché, et surtout l'identification des activités/produits fabriqués localement (des enquêtes sont effectuées à ce titre). L'étude s'appuie également sur un *benchmarking* avec d'autres pays et se termine par la mise en évidence des points forts et des points faibles du sous-secteur étudié. Au final, tous les ingrédients permettant de connaître les forces et les faiblesses des secteurs productifs étudiés sont mis en exergue.

2.4.2. Ce que l'on cherche à connaître

Les CVM est un phénomène certes récent. Un intérêt particulier lui a été accordé par les académiciens et les professionnels, comme nous venons de le voir. Cependant, il soulève des questionnements importants : D'abord, sur les conséquences ou effets des CVM, en termes d'accentuation de la compétitivité, d'efficacité des mécanismes de régulation globale (rôle de l'OMC, des institutions internationales...) et infranationaux (en termes d'emploi). Il s'agit donc de savoir quel est le degré d'incertitude que pourrait engendrer le phénomène.

Ensuite, la complexité de ce phénomène, qui est née de la multiplication du nombre ainsi que des stratégies des entreprises et des flux d'échanges entre elles, fait que la transposition de l'outil d'analyse organisationnel, proposé initialement par M. Porter au

⁹ Voir le lien suivant http://www.international.gc.ca/economist-economiste/analysis-analyse/policy-politique/TPR_2011_GVC_ToC.aspx?lang=fra

niveau de l'entreprise, à un niveau international est difficile à entreprendre et pose des questions techniques de mesure. Ce qui explique le retard qu'accuse certains pays, notamment l'Algérie, dans la mise en place d'une comptabilité nationale basée sur la valeur ajoutée. Les TES sont toujours élaborés sur la base de données brutes. Ajoutons à cela le problème de la disponibilité des données au niveau sectoriel. Ce qui rend difficile l'analyse du phénomène et réduit même la possibilité d'effectuer du *benchmarking*.

Enfin, les expériences d'intégration, même s'il y a des cas de réussites, restent difficilement transposables, et encore moins les formaliser en modèles de développement.

2.4.3. L'objectif de cette contribution

L'objectif de cette contribution est d'explorer une thématique peu développée en Algérie, en l'inscrivant dans une double perspective : l'identification du potentiel productif national à même d'intégrer les chaînes de valeurs mondiales d'une part, et la recherche des leviers de diversification et de transition de l'économie nationale d'autre part.

Il s'agira de soutenir l'idée que malgré le constat global d'un tissu industriel à faible capacité productive (absence de stratégie industrielle intégrée, inefficacité des programmes de mise à niveau,¹⁰...) et le manque de compétitivité du secteur productif, le potentiel d'intégration de l'Algérie dans les CVM demeure intact au regard de la diversification des ressources dont dispose le pays et au regard aussi de certaines expériences réussies de quelques entreprises hors hydrocarbures (Sonatrach, Fertial, Cevital, Condor...).

Cette étude des CVM permettra ainsi de contribuer à l'identification des ressources-compétences internes (ce que l'on sait faire) ainsi que des moyens de leur renforcement (moyens financiers, innovation, R&D, savoir-faire, coordination intersectorielle...).

3- LES POTENTIELS D'INTEGRATION DES ENTREPRISES ALGERIENNES AUX CVM : MISE EN PERSPECTIVE EXPLORATOIRE

Faute d'étude exhaustive sur le potentiel d'exportation de l'Algérie, celui-ci peut être apprécié à plusieurs niveau. Nous

¹⁰ En l'absence d'un bilan officiel.

proposons, dans une perspective exploratoire, d'examiner ce potentiel à partir d'angles de vue différents et en allant du niveau macroéconomique aux niveaux méso et micro économiques. Ces derniers donnent une image beaucoup plus optimiste que le premier niveau. Nous nous focaliserons sur le niveau le plus approprié pour étudier les CVM, à savoir le niveau sectoriel.

3.1- Le potentiel d'exportation de l'Algérie : un aperçu macroéconomique

3.1.1. Le tissu industriel de l'Algérie

Afin d'apprécier le potentiel d'intégration de l'économie algérienne aux CVM, nous avons jugé utile de rappeler d'abord la structure du tissu économique de l'Algérie. L'information dont nous disposons est celle tirée du dernier recensement économique de l'ONS (2011). Selon le document, le système productif national, hors agriculture, est composé d'environ 934 250 unités économiques réparties entre les domaines suivants : activités commerciales (54.8%), services (34.0%), industrie (10.2%) et construction (1.0%). Selon le critère juridique, 98% des unités ont un statut privé et 2 % un statut public et mixte. 52% de la valeur ajoutée totale sont réalisées par le secteur privé. Par taille, la majorité de ces unités sont de très petites entreprises (TPE) à dominante familiale, dotées d'une faible capacité d'investissement, d'un accès limité au crédit bancaire, et présentant de faibles perspectives de développement. Les entreprises du secteur public et mixte participent à hauteur de 47% à la valeur ajoutée (2012). Ce sont des entreprises de taille plus importante (plus de 250 salariés et plus de 2 milliards DZD de chiffre d'affaires) qui se spécialisent dans les industries lourdes (voir ci-dessous).

Ces faits peuvent être vus de deux points de vue paradoxaux : d'une part, ces chiffres révèlent l'étroitesse de la base industrielle du pays, avec des entreprises majoritairement de petite taille. Ceci réduit les chances de leur intégration durable dans les CVM, en comparaison à des pays pivot en la matière, tel que l'Allemagne. Le scepticisme étant renforcé par le fait que ces entreprises ne sont pas qualifiées (compétences nécessaires) en termes de coordination interentreprises. Cependant, d'un autre côté, la participation dans les CVM suppose une spécialisation des entreprises dans des segments particuliers du

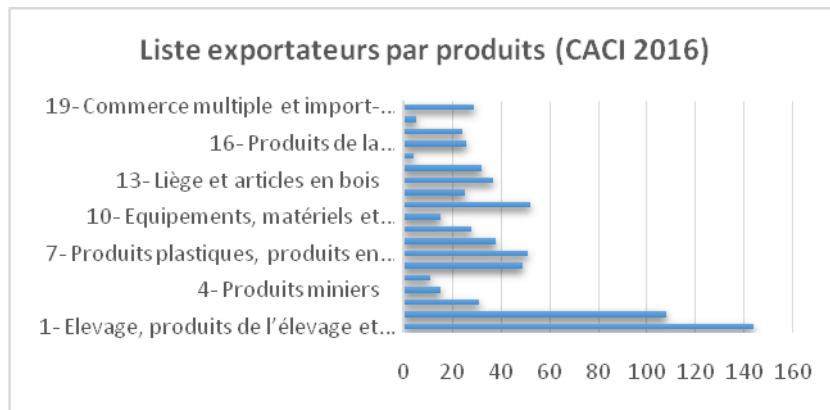
processus de production. Elles ne sont pas donc tenues d'internaliser toutes les activités liées à la production d'un bien. Ce qui offre une place aux entreprises de petite taille. De ce point de vue, toutes choses étant égales par ailleurs, les entreprises algériennes ont la même « chance » que leurs concurrentes.

3.1.2. Le potentiel d'exportation en termes d'effectifs : nombre d'exportateurs

En rapportant le nombre d'exportateurs (environ 724 selon les données 2016 de la CACI) (Voir graphique) au nombre d'importateurs qui compte des dizaines de milliers (environ 43 000), le rapport est d'un (01) exportateur à 60 importateurs. En comparant avec la Tunisie¹¹ où le nombre d'exportateurs avoisine les 1700, soit trois fois plus le nombre en Algérie. Par secteur, les exportateurs des produits de l'élevage, agricoles et agro-alimentaires constituent la frange la plus importante. Paradoxalement à la structure de l'économie nationale, le nombre des exportateurs dans les produits énergétiques et pétrochimiques est faible.

¹¹ Pour plus de détail, le lecteur peut consulter le site du portail industriel de la Tunisie : <http://www.tunisieindustrie.nat.tn/fr/home.asp>

Graphique 1 : Nombre d'exportateurs algériens par type d'activité



Source : établi à partir du fichier des exportateurs algériens (CACI 2016) : total=724

3.2- Les secteurs potentiels favorisant l'intégration aux CVM

3.2.1. La ressource durable : l'agriculture

L'analyse de la composition sectorielle du tissu productif de l'Algérie permet d'identifier les secteurs potentiels concernés par l'intégration des CVM. La répartition du PIB par secteur nous donne cette information. En 2015, le PIB de l'Algérie a été évalué à 175,08 Milliards de dollars, avec un taux de croissance de 3% (4,8% hors hydrocarbures HH) pour l'année.

Une analyse plus fine de l'évolution du PIB (taux de croissance en volume et par trimestre) conduit à retenir les principaux développements suivants pour les grands secteurs d'activité, à savoir : Agriculture, Hydrocarbures, Industrie, BTPH y compris les travaux publics pétroliers et Services 'STPP' (marchands et non marchands). Les chiffres consignés dans le tableau ci-dessous révèlent l'impact de la crise pétrolière, qui s'est déclenchée au dernier trimestre 2014, sur la baisse du revenu du secteur (baisse du taux de croissance). Situation identique pour le secteur de l'agriculture dont le taux de croissance a subi une dégradation la même année (surtout le second semestre).

Cette situation sera nettement améliorée en 2015 pour ce secteur contrairement au secteur des hydrocarbures.

Tableau N° 1 : Croissance en volume chainé en glissement annuel (T/T-4)
(au prix de l'année précédente)

Secteurs	2013				2014				2015				
	2013*	2014*	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
Agriculture	8,2	2,5	8,5	8,6	8,5	7,2	3,9	2,8	1,4	1,9	6,3	4,5	5,5
Hydrocarbures	-5,5	-0,6	-7,3	-9,6	-6,7	2,0	-5,2	5,6	5,9	-7,8	-2,0	0,4	-1,3
Industries	4,1	3,9	4,2	4,4	4,6	3,3	3,1	4,0	4,1	4,5	6,1	4,8	5,5
BTPH y compris STPP	6,8	6,8	8,6	10,8	8,7	-0,6	5,2	3,6	6,3	12,0	4,9	5,7	5,9
Services Marchands	8,5	8,0	7,7	8,2	9,3	8,9	9,4	8,4	6,9	7,5	6,4	5,6	4,9
Services Non Marchands	3,1	4,4	2,8	0,6	6,3	2,8	4,3	3,0	3,7	6,8	2,8	2,9	3,4
Le Produit Intérieur Brut	2,8	3,8	2,4	1,3	3,7	3,8	2,4	5,1	5,0	2,6	3,1	3,7	3,3
Le PIB hors Hydrocarbures	7,1	5,6	7,7	7,0	9,1	4,7	5,9	4,7	4,6	7,3	5,1	5,0	5,0
Le PIB hors Agriculture	2,3	3,9	1,8	0,6	3,2	3,5	2,2	5,3	5,4	2,7	2,8	3,6	3,0

* variation par rapport à l'année précédente

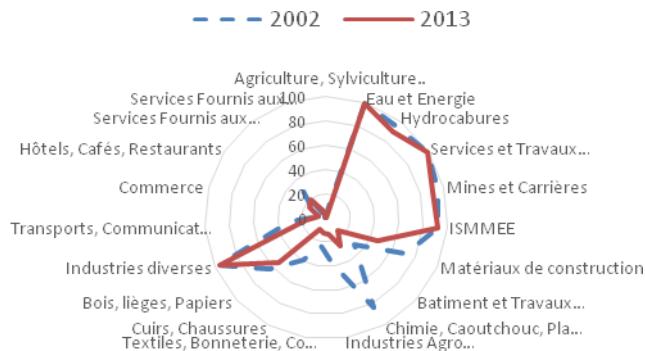
Source : ONS, *Les comptes nationaux trimestriels au 3ème trimestre 2015, n°731*

Ces résultats indiquent clairement, qu'en dehors du secteur du BTP, l'agriculture est un vrai potentiel de ressources à exporter. D'ailleurs, l'effectif des exportateurs est majoritairement issu de ce secteur (voir ci-dessus).

3.2.2. Le potentiel d'exportation des entreprises algériennes selon le statut juridique (public et privé)

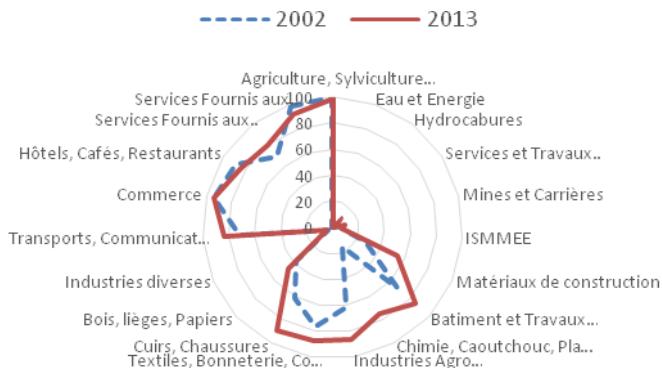
Selon le statut juridique, le secteur privé contribue de plus en plus dans la richesse nationale (hors hydrocarbures) (voir graphiques 2 et 3). Les deux graphiques montrent clairement la spécialisation par activités des deux secteurs juridiques (public et privé). Une forme de monopole de branche se confirme entre 2002 et 2013, pour chacun des deux secteurs juridiques. Exception faite du secteur de la chimie et du caoutchouc dont le monopole revient au profit du secteur privé. Par ailleurs, il ressort aussi un fait stylisé caractéristique de l'économie algérienne, à savoir la spécialisation du secteur public dans les investissements « lourds » et le secteur privé dans les activités à faible capital investissement.

Graphique 2 : Evolution de la structure (%) de la VA par secteur d'activités du secteur public 2002-2013



Source : élaboré sur la base des données de l'ONS

Graphique 3 : Evolution de la structure (%) de la VA par secteur d'activités du secteur privé 2002-2013



Source : élaboré sur la base des données de l'ONS

3.2.3. La participation aux CVM par le biais des Hydrocarbures

Aujourd'hui, le secteur où l'Algérie est fortement intégrée dans l'économie mondiale est incontestablement celui des hydrocarbures

(H). Le secteur a bénéficié d'un traitement spécial par les autorités publiques au lendemain de l'indépendance en le hissant au premier rang dans les programmes de développement. Cependant, cette insertion dans les CVM est compromise par un secteur industriel en crise, caractérisé par des mutations fréquentes et accompagnées de réformes sans aboutissement. C'est la situation paradoxale de l'entreprise principale du secteur, à savoir SONATRACH. En effet, bien qu'elle ait connu, ces dernières années, des chiffres d'affaires en hausse, l'entreprise a vu ses capacités de production en dégradation. D'ailleurs, le secteur des hydrocarbures a contribué négativement dans la formation du PIB durant cette période (tableau ci-dessus). En plus, les avantages comparatifs révélés basés sur ce secteur ont tendance à s'amenuiser et à devenir désavantageux, notamment pour le pétrole brut (sauf pour le Gaz)¹². Les effets d'entraînement attendus de ce secteur s'estompent devant l'absence d'une vision stratégique et intégrée de ses activités. Pour ce qui est des autres produits hydrocarbures, en l'occurrence les matières premières brutes – ou celles ayant subi une première transformation - l'intégration est plus modeste.

3.2.4. La participation aux CVM d'après les échanges commerciaux : distinction Hydrocarbures et Hors Hydrocarbures

La participation aux CVM s'exprime aussi dans les échanges commerciaux. Sur les dix dernières années (2005-2015), la quasi-totalité des exportations est dominée par les produits 'Énergie et lubrifiants', mais dont le pourcentage est en baisse (de 98% en 2005 à 94% en 2015).

En 2015, les exportations de biens ont retrouvé leur niveau de 2005 (exception de l'année 2012 où elles ont été multipliées par une fois et demi 1,5). Alors que les importations ont été multipliées par 3,5 en passant de 1,5 milliards de dinars (2005) à 5,1 milliards de DA (2015). Observons le faible poids des exportations de demi-produits. Celui des équipements est, quant à lui, insignifiant. Pourtant, c'est sur ces types de produits (manufacturiers) que se construisent les CVM.

¹² Pour plus de détail, nous renvoyons le lecteur à la base de données Chelem CEPPII, profil de l'Algérie à l'adresse : <http://visualdata.cepii.fr/panorama/fr/?country=Alg%C3%A9rie>

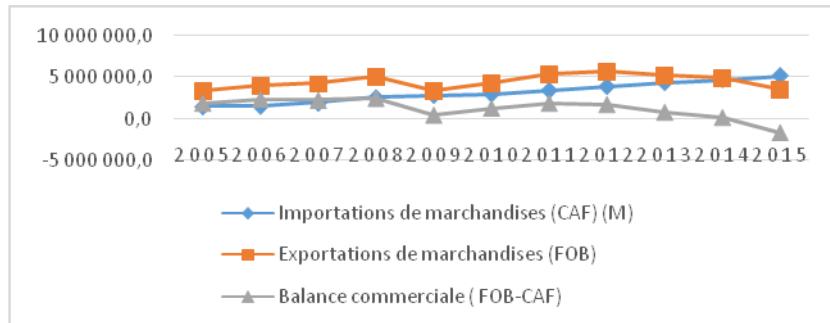
Tableau 2 : Évolution de la structure des exportations de marchandises par groupe d'utilisation (en %)

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Alimentation, boissons, tabac	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,5	0,5	0,4	0,6	0,5	0,7
Énergie et lubrifiants	98,1	97,9	97,8	97,5	97,7	97,4	97,2	97,2	96,9	95,8	94,4
Matières premières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits bruts	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Demi-produits	1,4	1,4	1,6	1,8	1,5	1,8	2,0	2,1	2,2	3,5	4,5
Équipements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Équipements industriels	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Biens de consommation	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : ONS, Collections Statistiques, n° 201/2016

La dégradation du taux de couverture des importations par les exportations, passant de 229% à 68% explique le solde négatif de la balance commerciale. Le graphique ci-dessous montre l'allure de la balance commerciale qui « colle » parfaitement avec celle des exportations, laquelle est en dégradation depuis 2012. Par contre, les importations connaissent une augmentation presque linéaire (en termes de régularité) durant la période observée.

Graphique 4 : Evolution du commerce extérieur de 2005 à 2015



Source : élaboré sur la base des données ONS, op.cit.

En comparant ces indicateurs à celui du PIB, nous constatons que le taux d'exportations (exportations/PIB) est presque insignifiant par rapport au taux d'importations. /PIB. La part de la richesse produite servant à importer des biens et services a augmenté d'un cinquième (19,7%) à près d'un tiers (31,1% du PIB). En revanche la part exportée

de ce que l'Algérie a produit continue de se dégrader durant la même période (voir tableau).

Tableau N° 3 : Quelques ratios significatifs par rapport au PIB (en %)

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Exportations/PIB	0,45	0,47	0,45	0,46	0,34	0,36
Importations/PIB	19,7	18,3	20,5	23,3	28,6	25,1

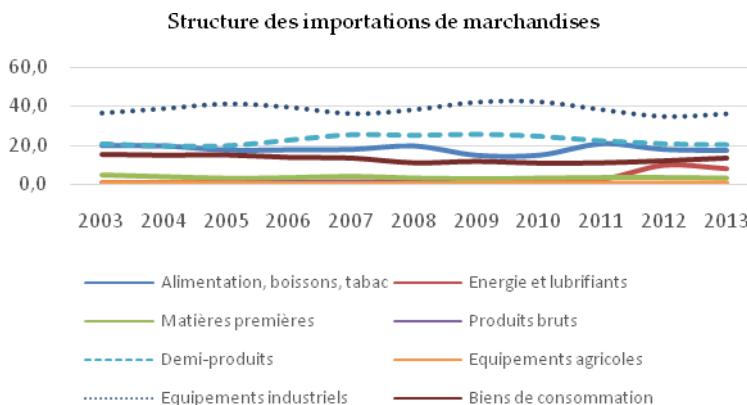
Tableau N° 3 : (Suite)

Libellés	2011	2012	2013	2014	2015
Exportations/PIB	0,37	0,35	0,31	0,29	0,21
Importations/PIB	23,6	24,1	26,2	27,4	31,3

Source : ONS, Collections statistiques, série E, n° 201/2016.

Ce qui montre que pour infléchir la situation déficitaire, le levier à actionner se situe plus au niveau des exportations qu'au niveau des importations. Justement, l'évolution de la structure de ces dernières (voir graphique) par groupe d'utilisation a été presque constante, parmi lesquels les équipements industriels et les demi produits occupent une place importante (voir graphique 5).

Graphique 5 : Evolution de la structure des importations de marchandises 2003-2013



Source : élaboré sur la base des données de l'ONS.

L'orientation "Nord" est privilégiée dans les exportations algériennes avec 66% vers l'Europe et 8,4% vers l'Amérique du Nord

et 8,7% vers l'Asie. Horizontalement, observons l'étirement progressif des échanges à la faveur de l'Asie, face au recul, de l'ordre de 20%, des échanges avec l'Amérique du Nord, lequel recul est certainement dû à l'exploitation du gaz de schiste aux USA. Contrairement à ses voisins, l'Algérie ne développe pas une stratégie de diversification de ses partenariats et ne tire pas profit de la croissance de la demande observée dans le continent africain et chez les pays arabes.

Tableau N° 4 : Evolution de la structure des exportations de marchandises par région économique (en %)

Région économique	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Union Européenne	55,6	52,5	43,6	52,2	51,3	49,1	50,8	55,3	63,5	64,2	66,3
Autres pays d'Europe	4,3	3,8	3,6	4,0	5,0	5,8	5,9	4,6	3,7	4,4	5,4
Amérique du Nord	28,0	33,8	37,8	30,6	28,3	29,4	26,7	22,1	13,7	10,1	8,2
Amérique Latine	7,0	4,5	4,4	3,8	4,1	4,6	5,8	5,9	5,0	5,1	4,9
Maghreb	0,9	0,9	1,3	2,0	1,9	2,2	2,2	2,9	4,1	4,9	4,5
Pays Arabes	1,3	1,1	0,8	1,0	1,2	1,2	1,1	1,3	1,2	1,0	1,6
Afrique	0,1	0,0	1,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2
Asie	2,7	3,4	7,1	5,8	7,8	7,4	7,4	7,7	8,5	10,0	8,7
Reste du monde	0,1	0,0	0,3	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,2
Total	100										

Source : ONS, op. Cité.

3.2.5. Le potentiel d'exportation Hors Hydrocarbures : évolution disproportionnelle et poids faible des produits manufacturés

Durant la période (2005-2015), le volume des exportations hors hydrocarbures a enregistré une croissance, mais qui demeure relativement marginal comparé à celui des hydrocarbures (voir tableau). Faute de politique industrielle, qui se traduit, entre autres par la faible part du secteur industriel dans le PIB (en baisse depuis 2006, avec 6,5% du PIB, pour atteindre 36,1% du PIB en 2016). La part faible des exportations en produits manufacturiers (3% des exportations en 2015)¹³, comparée à celle des voisins Tunisie et Maroc, expliquent l'avancée qu'ont ces pays en matière d'intégration des CVM (voir tableau).

¹³ Source : Perspective monde, université Sherbrooke : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMImportExportPays?codePays=DZA>, consulté le 5/12/2017.

Tableau N° 3 : **Importations et exportations en produits manufacturés (Algérie, Maroc et Tunisie, Année : 2015) (en % du Total)**

	Algérie	Maroc	Tunisie
Importations en produits manufacturés	73	64	69
Exportations en produits manufacturés	3	69	77

Source : Perspective monde, université Sherbrooke, consulté le 5/12/2017

Par ailleurs, l'examen de l'évolution des exportations de marchandises par groupe d'utilisation, entre 2005 et 2015, montre que le potentiel d'exportation hors hydrocarbures a évolué de façon disproportionnée selon les tendances suivantes (voir tableau 6):

- Le secteur qui a vu son potentiel se multiplier par cinq fois (en moyenne) : cas du secteur Alimentation, boissons, tabac. La part des produits ayant subi la transformation a nettement évolué dans ce secteur. Ce secteur est suivi par celui des demi-produits dont le volume a été multiplié par deux durant ces dix dernières années ;
- Les matières premières ont doublé ;
- Les produits bruts, les produits énergétiques et lubrifiants ainsi que les équipements agricoles ont retrouvé leur niveau de 2005 (multiplié par un) ;
- Les secteurs qui ont connu une diminution de leur niveau d'exportation sont les équipements industriels et les biens de consommation.

Tableau N° 4 : Evolution des exportations de marchandises par groupe d'utilisation (en Millions de DA)

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Alimentation, boissons, tabac	4 942,0	5 327,1	6 136,3	7 657,3	8 193,1	23 405,5
Énergie & lubrifiants	3 355 000,0	3 895 736,2	4 121 790,4	4 970 025,1	3 270 227,5	4 220 106,0
Matières premières	370,7	1 369,7	897,7	507,1	392,6	803,8
Produits bruts	9 433,9	12 793,7	10 859,7	21 035,2	11 909,7	6 173,2
Demi-produits	47 725,6	57 385,1	68 842,6	89 308,4	50 258,7	78 567,6
Équipements agricoles	34,4	64,7	42,2	67,7	19,5	58,8
Équipements industriels	2 642,7	3 162,6	3 188,9	4 334,5	3 075,4	2 235,1
Biens de consommation	1 398,9	3 161,9	2 405,4	2 084,4	3 559,4	2 237,4
Total	3 421 548,3	3 979 000,9	4 214 163,1	5 095 019,7	3 347 636,0	4 333 587,4

Tableau 5 : (Suite)

Libellés	2011	2012	2013	2014	2015
Alimentation, boissons, tabac	25 880,9	24 438,3	31 921,0	26 053,5	23 585,5
Énergie & lubrifiants	5 223 836,8	5 527 736,5	5 057 546,9	4 709 622,4	3 339 435,1
Matières premières	1 444,2	825,8	696,6	706,8	830,8
Produits bruts	10 272,9	12 176,9	7 953,3	8 111,2	9 771,4
Demi-produits	108 993,9	118 126,9	115 349,2	170 819,6	160 421,4
Équipements agricoles	25,7	92,1	30,9	132,7	51,4
Équipements industriels	2 561,1	2 493,5	2 269,4	1 305,6	1 940,5
Biens de consommation	1 115,7	1 479,5	1 332,5	846,3	1 150,6
Total	5 374 131,3	5 687 369,4	5 217 099,8	4 917 598,2	3 537 186,7

Source : ONS, *op.cit.*

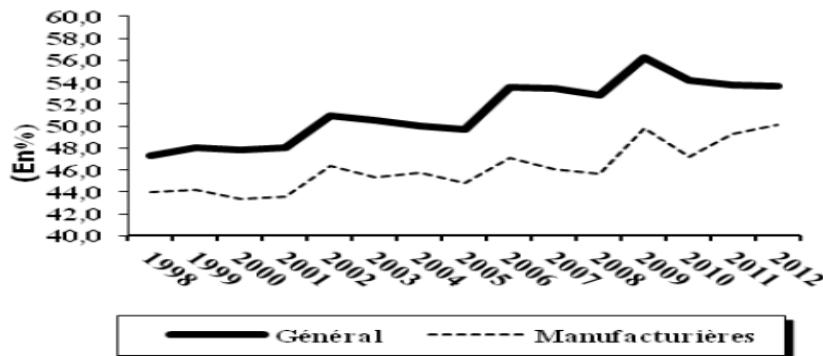
3.2.6. Un constat d'une faible utilisation des capacités des secteurs productifs¹⁴

Selon l'étude, l'évolution des Taux d'Utilisation des Capacités de production (TUC) des entreprises du secteur public national, entre 2002 et 2012, oscille entre 46% et 50% respectivement pour les industries HH et pour les industries manufacturières.

Néanmoins des relèvements plus ou moins importants sont observés pour certains secteurs. Il s'agit notamment des ISMMEE dont le taux passe de 37,7% en 2011 à 40,3% en 2012 et des cuirs et chaussures avec un taux variant de 45,1% à 62,8%. Par contre, des baisses sont observées pour certaines activités, notamment les Hydrocarbures dont le taux passe de 84,5% à 77,6% et les industries agroalimentaires (de 65,7% à 59,2%) (Voir graphique 6).

¹⁴ Nous pouvons aussi bien illustrer ce cas par un autre indice qui est la dégradation de la productivité totale des facteurs PTF.

Graphique N° 6 : Évolution du taux d'utilisation des capacités de production 1998-2012



Source : ONS (2013)

3.2.7. Le potentiel d'exportation en termes d'échanges de produits

Du point de vue des échanges, le potentiel d'exportation peut être apprécié par l'étude des performances commerciales des activités, notamment par l'identification des produits potentiellement « exportables ». En la matière, le Centre international du commerce (ITC)¹⁵ (agence conjointe de l'OMC et des Nations Unis) nous donne des indications sur l'efficacité ainsi que les choix stratégiques en matière commerciale. Les données montrent les produits, HH, potentiellement exportables pour l'Algérie pour la période 2009-2013. Ils sont énumérés par famille dans ce qui suit, par ordre décroissant :

- Agro-alimentaire : Sucre raffiné, sous forme solide ;
- Agriculture : Dattes, fraîches ou sèches ;
- Animale : Peaux de mouton ou d'agneau, sans la laine - Cuirs et peaux bruts et Cuirs de bovins, de mouton ou d'agneau, sans laine ;
- Matériaux : Verre en feuilles - Zinc – Fonte ;
- Chimie : Gaz rares - Ammoniac anhydre - Méthanol - Nitrate d'ammonium mélangé - Dérivés d'hydrocarbures ;
- Agroalimentaires : Boissons non alcoolisées à l'exclusion des jus de fruits / légumes de cap - Eaux, y compris minéraux ;

¹⁵ Concernant le rapport sur l'Algérie, voir : <http://www.intracen.org/pays/algerie/>

- Champignons frais ;
- Agroalimentaires : Caroubes (caroubiers), canne à sucre, racines de chicorée... ;
- Bois et dérivés : Bouchons en liège naturel - Articles en liège naturel ;
- Produits de mer : Octopus, congelés, séchés, salés ou en saumure

4- ELEMENTS DE COMPARAISON DANS L'INTEGRATION AUX CHAINES DE VALEUR REGIONALES ET MONDIALES

Ci-dessus, nous avons introduit par le fait que le phénomène des CVM concerne beaucoup plus les pays développés, à des proportions variables bien sûr. L'Allemagne est citée comme une « figure de proue » avec sa tradition industrielle. En revanche, il observée une faible intégration des pays scandinaves dans les CVM (A. Sydor, 2011)¹⁶. Concernant les pays en développement, notamment africains, ces derniers ont déjà commencé à prendre position dans cette dynamique. Une dynamique soutenue par les institutions internationales comme l'atteste leurs nombreuses conférences et réunions ainsi que leurs publications sur le sujet¹⁷.

Comme le montre le graphique ci-dessous, les pays africains se caractérisent par leur forte participation aux CVM, notamment en aval (exportations de matières premières), mais à des niveaux peu élevés, soit 2,2% dans les échanges mondiaux en valeur ajoutée.

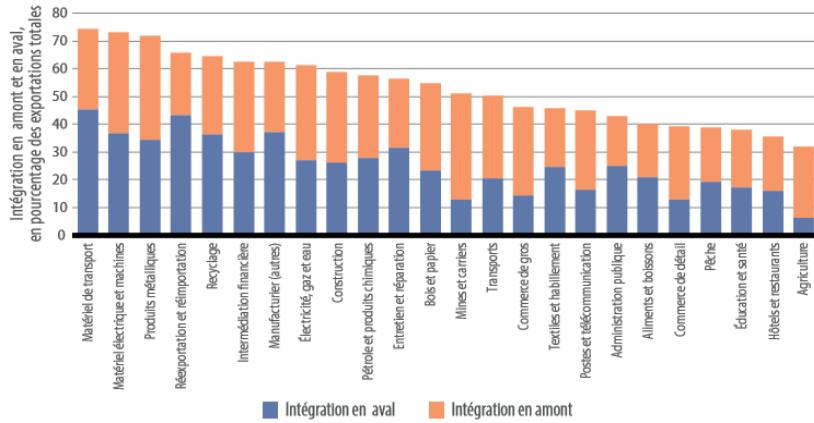
D'après le Rapport de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unis (2015), sur le plan sectoriel, c'est la fabrication de matériel de transport qui affiche le plus haut niveau d'intégration dans les CVM (voir graphique), une situation qui s'explique par l'implantation de grands constructeurs automobiles au Maroc et en

¹⁶ Document du bureau des affaires mondiales du Canada, intitulé : Les recherches en politique commerciale 2011: Les chaînes de valeur mondiales-impacts et implications. http://www.international.gc.ca/economist-economiste/analysis-analyse/policy-politique/TPR_2011_GVC_ToC.aspx?lang=fra#

¹⁷ Nous citons à titre d'exemple : la Conférence de la Banque Mondiale : Comment placer l'Afrique au cœur des chaînes de valeur mondiales, 18 avril 2015. Le rapport conjoint de la BAD, de l'OCDE et du PNUD, intitulé « Chaînes de valeur mondiales et industrialisation de l'Afrique ». Ce rapport de 2014 précise en quoi l'engagement de l'Afrique dans l'économie mondiale peut favoriser l'industrialisation.

Afrique du Sud (BAD, OCDE et PNUD, 2014). Toyota est le plus grand producteur de véhicules d'Afrique du Sud (CNUCED, 2010).

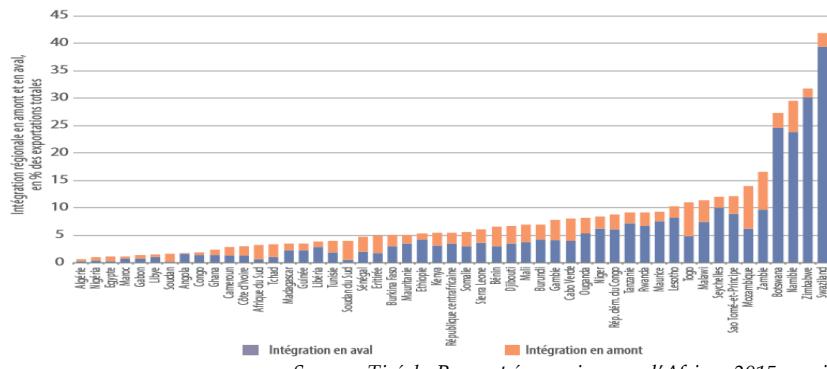
Graphique 7 : Participation par secteur aux chaînes de valeur mondiales, intégration en amont et en aval 2011.



Source : Tiré du Rapport économique sur l'Afrique 2015: l'industrialisation par le commerce, de la Commission économique pour l'Afrique Nations Unis, p.103.

Une comparaison régionale sur la participation des pays africains aux chaînes de valeur régionales fait ressortir la place dernière qu'occupe l'Algérie, sur la majorité de ces secteurs. L'Algérie – avec l'Angola, l'Égypte, le Nigéria et l'Afrique du Sud – sont, en valeur absolue, les moteurs des échanges régionaux en valeur ajoutée, mais n'importent proportionnellement que très peu de valeur ajoutée d'autres pays africains. Inversement, le Swaziland, le Zimbabwe, la Namibie, le Botswana et la Zambie sont des pays qui ne contribuent guère, en valeur absolue, aux échanges de valeur ajoutée, mais qui affichent une grande part d'intégration en amont dans leurs exportations totales vers la région, d'après le Rapport.

Graphique 8 : Participation par pays aux chaînes de valeur régionales, intégration en amont et en aval, 2001.



Source : Tiré du Rapport économique sur l'Afrique 2015, op.cit.

Toutefois, en retenant le critère de l'avantage comparatif révélé ACR, l'Algérie dispose de l'avantage comparatif le plus important des pays africains dans les combustibles. Comparativement à ces voisins nord-africains, elle dispose de l'indice de l'ACR le plus faible dans les produits alimentaires de base, dans les biens manufacturés et dans les machines et matériel de transport (voir Tableau).

Tableau N° 6 : Indices de l'avantage comparatif révélé des pays nord-africains

Produit	Produits alimentaires de base	Boissons et tabac	Minéraux, métaux, pierres précieuses et or non monétaire	Combustibles
Libye	0,08	0,03	0,2	7,25
Tunisie	2,03	2,04	0,44	0,13
Maroc	2,32	1,16	0,88	0,17
Égypte	0,83	0,27	0,87	1,31
Algérie	0,07	1,42	1,15	72,63

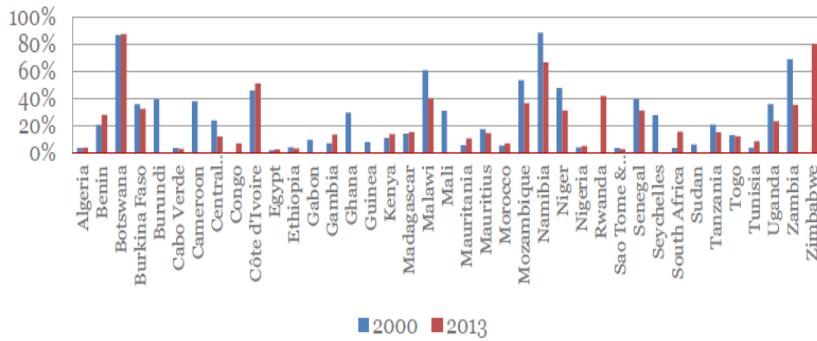
Tableau N° 7 : (Suite)

Produit	Biens manufacturés	Produits chimiques	Machines et matériel de transport
Libye	0,43	2,21	0,03
Tunisie	0,73	1,45	0,37
Maroc	0,7	1,05	0,42
Égypte	0,92	0,92	0,25
Algérie	0,12	0,25	0,01

Source: extrait du Rapport CEA, UA & BAD (2012), *État de l'intégration régionale en Afrique* V: *Vers une zone de libre-échange continentale africaine*, pp. 129-130

Nous pouvons également dégager un autre niveau de comparaison régionale, tournée cette fois-ci vers le Nord. Cette comparaison confirmera les résultats ci-dessus quant à la forte intégration en amont des pays africains (exportations de matières premières). Il s'agira en même temps de montrer qu'il ne faut pas toujours « regarder du côté des voisins les plus proches ! ». Les potentialités d'intégration de l'Algérie doivent être aussi comparées à l'échelle mondiale. Ainsi, à titre illustratif, le graphique ci-dessous montre combien le pays est devancé par de nombreux pays africains en matière d'exportation de biens intermédiaires vers la France.

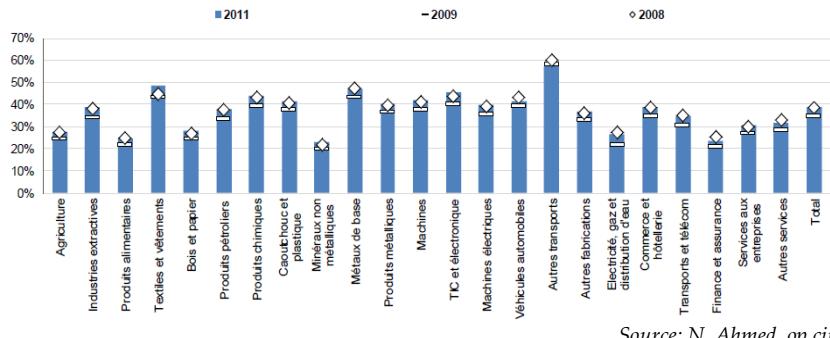
Graphique 9 : **Importations intermédiaires en provenance d'Afrique (vers la France), % des importations intermédiaires totales**



Source: N. Ahmed, *Echanges en valeur ajoutée (TIVA)*, Document OCDE.

L'examen du type d'intrants intermédiaires importés par la France permet d'identifier les produits (secteurs) potentiels où l'Algérie peut obtenir des avantages compétitifs vu notamment la proximité géographique des deux pays. Les secteurs où justement la France manifeste un besoin pour valoriser ses exportations sont consignés dans le graphique ci-dessous :

Graphique 10 : Intrants intermédiaires importés contenus dans les exportations de la France, par catégorie d'intrants



Source: N. Ahmed, *op.cit.*

5- LES RISQUES D'INTEGRATION DES CVM

5.1- La courbe du sourire

La mise en évidence des opportunités qu'offre l'intégration des CVM aux entreprises algériennes ne doit pas occulter les risques qu'encourent ce choix. Ces risques sont liés à plusieurs contraintes ayant trait aux cycles de vie des produits, de plus en plus courts, à la forte compétitivité et dynamique des secteurs, aux coûts des échanges, et à l'incertitude liée aux marchés¹⁸.

Cependant, si l'on tient au modèle de la courbe du sourire (voir figure), ces différents risques sont localisés beaucoup plus en amont et en aval de la chaîne de production. C'est-à-dire au niveau des activités à haute valeur ajoutée.

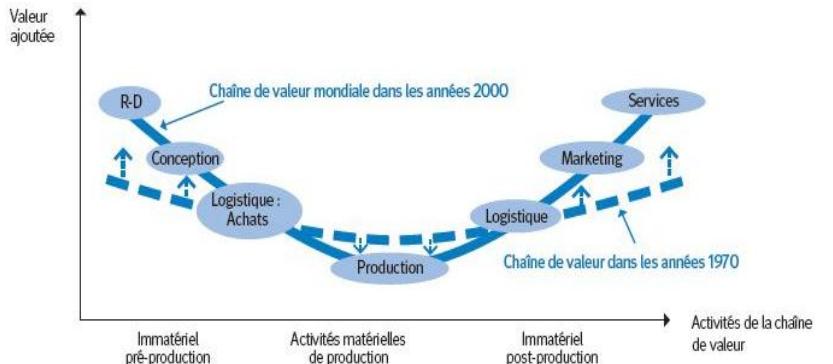
Or, celles-ci sont actuellement l'apanage des pays développés. Globalement, une nouvelle distribution géographique des activités se dessine où, selon l'étude de K. Fernandez-Stark, S. Frederick et G. Gereffi (2011)¹⁹, les pays développés ont tendance à se focaliser sur les activités de conception/design et R-D (en amont) et activités de

¹⁸ Toutes les contraintes liées à la demande : changement d'habitudes de consommation, impact des crises (crise financière de 2007/2008, crise pétrolière 2014), etc.

¹⁹ Karina Fernandez-Stark, Stacey Frederick, Gary Gereffi (2011), *The Apparel Global Value Chain: Economic Upgrading and Workforce Development*, Centre universitaire 'Duke University Center on Globalization, Governance and Competitiveness', November.

commercialisation et service après-vente (en aval). Les pays en développement, quant à eux, se concentrent sur les activités de production. Toutefois, de nombreuses trajectoires de développement vers d'autres activités sont ouvertes pour ces pays en développement, selon l'étude.

Figure 1 : La courbe du sourire²⁰ : répartition de la valeur tout au long des CVM

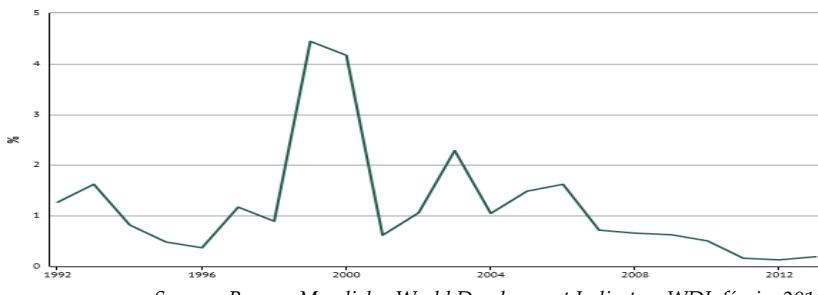


Source : *L'Observateur de l'OCDE* n° 296, T3-2013

Pour ce qui est de l'Algérie, l'enjeu est de relever le niveau de technologie utilisé pour la production qui demeure très faible (1.48 pour la production primaire ; 0.520 pour les ressources de base selon le Rapport de l'ITC). Ce critère doit être pris en considération dans une perspective de sélection des secteurs qui offrent au pays des avantages compétitifs, de l'emploi et un potentiel d'investissement. Le défi technologique reste crucial pour l'industrie algérienne sachant que le risque lié à la participation des CVM ne peut être maîtrisé que par des stratégies de montée en gamme, lesquelles supposent un effort d'investissements en R-D et en innovation très importants. Le graphique 12 montre le niveau le plus bas jamais atteint depuis les années 90 des produits de haute technologie exportés.

²⁰ Initialement proposée par Stan Shih, fondateur de l'entreprise ACER.

Graphique 11 : Algérie - Exportation de haute technologie (% des produits manufacturés exportés)



Source : Banque Mondiale : World Development Indicators WDI, février 2016

Par ailleurs, le développement des activités manufacturières est tributaire du développement du secteur des services. Ce secteur a évidemment connu un développement sans précédent au niveau de l'Afrique, y compris en Algérie (CNUCED, rapport 2015). Cependant, ce développement s'est fait en l'absence de complémentarité avec le secteur manufacturier, c'est-à-dire par manque de coordination intersectorielle. En effet, si nous reprenons la part des services dans la production (indice utilisé dans le rapport du CNUCED), nous constaterons que l'Algérie se situe dans la frange des pays où la proportion des services dans la production ne dépasse pas les 50%.

La faiblesse des performances commerciales de l'Algérie s'explique aussi par la faiblesse des structures logistiques. Le pays est classé, en 2014, au 140^e rang sur les 150 pays, selon l'index de performance logistique de la Banque mondiale LPI²¹. Sur les six critères identifiés²², le pays n'a pas dépassé la note de 3 sur 5.

²¹ Source: <http://lpi.worldbank.org/international/global>

²² 1) L'efficacité du processus de dédouanement ; 2) la qualité des échanges et des infrastructures de transport liées ; 3) La facilité d'organiser des expéditions à des prix compétitifs ; 4) La compétence et la qualité des services logistiques ; 5) La capacité de suivre et de retracer les envois ; 6) Rapidité des livraisons en atteignant la destination dans le délai de livraison prévue ou attendue.

5.2- La durabilité des flux d'exportations et risque de changement de demande

La durabilité des flux d'exportation constitue un autre risque qu'encouvre l'intégration des CVM. Les données²³ montrent un faible taux de survie des flux commerciaux à partir de la deuxième année (environ 24,2%) et le maintien d'un partenariat commercial de plus de cinq ans est de 14,2%. Il ressort que la pérennité de la relation d'échange est un enjeu majeur à prendre en considération dans le choix des types d'activités/produit à promouvoir.

Par ailleurs, le rapport de l'ITC portant sur le potentiel d'exportation de l'Algérie, donne en même temps des indications sur le risque de changement de demande. Ainsi, les produits qui n'ont pas été systématiquement exigés sur cinq ans par un pays dans l'une des trois régions (OCDE, non OCDE et MENA) constituent un potentiel d'exportation vers ces régions. C'est le cas des produits suivants : Sucres, Dattes, Gaz rares, Boissons non alcoolisées (sauf jus), Cuir, Caroubes, Lièges et certains produits chimiques. Par contre, une certaine 'saturation' de la demande est identifiée annonçant ainsi des difficultés à exporter, comme par exemple les verres en feuilles et les peaux de mouton. D'où le caractère instable qui caractérise les marchés respectifs de ces produits et qui nécessite la mise en place de procédures de veille. Activités sur lesquelles les instances publiques ont un rôle à jouer.

6- CONCLUSION

L'objet de cette contribution est d'examiner les perspectives d'intégration des entreprises algériennes aux CVM. Dans un contexte où cette thématique est peu étudiée, l'étude exploratoire effectuée tente d'identifier les principaux d'éléments permettant d'apprécier le potentiel de l'économie algérienne en matière d'exportation.

Cette perspective peut évoluer, par la suite, en inscrivant la question de l'ouverture – dont la participation aux CVM en est un aspect – dans une problématique de transition de l'économie algérienne. En d'autres termes, la recherche vise à identifier les leviers

²³ Tirées de la conférence sur le commerce extérieur en Algérie, de M. Darius Kurek, Administrateur principal, Stratégies d'exportation, ITC, 31 mars 2015.

permettant à l'Algérie d'amorcer la phase de décollage nécessaire rattrapage à l'instar des pays émergents. Les ressources dont dispose le pays sont nombreuses pour atteindre cet objectif. Cependant, leur activation est conditionnée par des changements institutionnels (au sens large de ce terme, c'est-à-dire à la fois au niveau des pensées et des pratiques).

L'étude a montré le rôle d'« avant-garde » que peut jouer le secteur agricole et la dynamique qu'il peut entraîner dans le secteur industriel agroalimentaire. C'est ce qui ressort d'ailleurs dans le dernier rapport officiel sur le nouveau modèle de croissance (2016). En plus, le *benchmarking* effectué avec quelques économies montrent le poids de l'industrie manufacturière, combiné avec une politique d'ouverture maîtrisée, dans la réussite de l'intégration aux CVM.

L'étude révèle aussi que malgré les limites organisationnelles et structurelles qui caractérisent le tissu industriel national (faibles niveaux d'utilisation des capacités, de la technologique, faible développement du secteur de la sous-traitance...), l'évolution ces dernières années du secteur privé offre des lueurs d'espoir et des perspectives prometteuses susceptibles de tirer profit des opportunités de partenariats et d'échanges internationaux.

Enfin, bien que l'étude ait tenté de présenter sommairement le potentiel d'intégration de l'économie algérienne dans les CVM, les données au niveau macroéconomique décrivent une situation « pessimiste » de l'économie nationale. Cependant, l'approfondissement de la connaissance de ce potentiel ne peut être fait que par le biais d'études sectorielles et en termes de filières, dont les études réalisées en partenariat entre l'ex-ministère de la PME et la commission européenne en 2007 sont des exemples à reproduire et à mettre à jour. C'est aux niveaux microéconomique et sectoriel que des lueurs d'optimisme se dessinent.

Références bibliographiques

- Ahmed N.**, *Échanges en valeur ajoutée (TIVA)*, Document OCDE.
- BADF, OCDE, PNUD (2014)**, Chapitre 7: L'Afrique est-elle prête pour les chaînes de valeur mondiales ? Une perspective sectorielle. In *Perspectives économiques en Afrique*.
- Baldwin R. (2012)**, Global supply chains: why they emerged, why they matter, and where they are going, *CTEI working papers*, Genève, n°13.
- Cnuced**, Le développement économique en Afrique *Rapport 2015*.
- CEA, UA et BAD (2010)**, *État de l'intégration régionale en Afrique IV : Développer le commerce intra-africain*.
- CEA, UA et BAD (2012)**, *État de l'intégration régionale en Afrique V : Vers une zone de libre-échange continentale africaine*.
- Fernandez-Stark K., Frederick S., Gereffi G.** (2011), *The Apparel Global Value Chain: Economic Upgrading and Workforce Development*, 'Duke University Center on Globalization, Governance and Competitiveness', November.
- Institut de commerce international ITC (2013)**, *Rapport sur l'Algérie*.
- Moati Ph., & Mouhoub El M.**, (2005), « Les nouvelles logiques de décomposition internationale des processus productifs », *Revue d'économie politique*, n°5 (Vol.115), p. 573-589).
- OCDE, OMC (2013)**, chapitre 3 : *les chaînes de valeur et la voie du développement, panorama de l'aide pour le commerce 2013 : se connecter aux chaînes de valeur*.
- OCDE (2013)**, *Economies interconnectées : comment tirer parti des chaînes de valeur mondiales*.
- ONS (2016)**, Collections statistiques, série E, n° 201.
- Vadcar C.**, (2015), Les chaînes de valeur mondiales, paradigme du commerce international, Friedland Papers, *Lettre de prospective* n° 49 - mars.
- Seddi A.**, (2012), *Compétitivité économique. Quelle perspective pour l'Algérie?* Thèse de doctorat en sciences commerciales, Université de Tiaret.
- Sydot A.**, (2011), *Les recherches en politique commerciale 2011 : Les chaînes de valeur mondiales - impacts et implications*. Édité par Affaires mondiales Canada, consulté au 31/12/2015.6